



Les membres des groupes d'action fécampois de la France Insoumise apportent un salut fraternel et leur soutien au personnel du service des urgences en grève et à l'ensemble du personnel soignant du centre hospitalier intercommunal de Fécamp. Des femmes et des hommes qui œuvrent au quotidien avec courage, détermination et professionnalisme pour maintenir un service public de qualité malgré des conditions de travail difficiles.

Le malaise qui règne dans les services et en particulier au service des urgences n'est pas une surprise. Depuis des années déjà, des dysfonctionnements ont été rendus publics. Des démissions sont intervenues et des droits de retraits ont été exercés suite à des déclenchements de dangers graves et imminents.

La désertification médicale dénoncée depuis 2012 par les citoyens du collectif « Un médecin pour chacun » n'a cessé de s'étendre. Les quelques postes créés au Centre de santé public et intercommunal de Fécamp ne combleront pas les départs en retraite des médecins libéraux. L'aggravation de la situation dans les prochaines années est déjà programmée.

C'est en partie cette dégradation du service de médecine de ville avec de nombreux patients sans médecin référent qui provoque la saturation du service des urgences sous dimensionné.

L'Agence régionale de santé (l'ARS) et ses technocrates portent une lourde responsabilité à la fois sur la désertification médicale sur le territoire de santé de Fécamp et sur le manque de moyens humains et financiers à l'hôpital.

La gestion purement financière du service public de la santé que conduit l'ARS, a fait perdre à Fécamp son statut de zone médicale déficitaire et les subventions liées qui auraient pu permettre à des nouveaux médecins de s'installer. Nous condamnons fermement cette décision prise par l'ARS, en catimini, sans aucune concertation avec les élus locaux et les professionnels de santé du territoire. C'est encore cette gestion purement financière qui empêche faute de crédits suffisants, la création de postes d'infirmières ou d'aides-soignantes à l'hôpital. Des économies qui se font donc et toujours sur le dos du personnel de santé.

L'appel du directeur de l'hôpital et des syndicats qui demandent une augmentation du budget de 300 000 euros soit six équivalents temps plein supplémentaires pour répondre aux besoins du service des urgences, doit être entendu par la ministre des Solidarités et de la santé et l'Agence Régionale de Santé. Ces postes supplémentaires sont indispensables pour garantir un service public de qualité et de bonnes conditions d'accès aux soins.

Au-delà des moyens matériels, le personnel a besoin aussi de considération. Une des banderoles accrochées à l'extérieur du service des urgences de l'hôpital porte le slogan « *Le soin, c'est de l'humain, pas des chiffres !* ». C'est d'un choix de société dont il s'agit et c'est le sens du combat quotidien des membres des Groupes d'action fécampois de La France Insoumise pour une société plus juste, plus humaine et plus égalitaire. Un combat contre les politiques de privatisation et de libéralisation qui ont des conséquences sanitaires néfastes et dégradent notre système de soin.

C'est pourquoi nous avons répondu à l'appel de l'association « Un médecin pour chacun » et participons à cette manifestation de soutien au personnel des urgences de l'hôpital et, nous l'avons déjà dit, pour soutenir ces femmes et ces hommes qui œuvrent au quotidien avec courage, détermination et professionnalisme pour maintenir un service public de qualité.



Nous sommes à vos côtés pour dire « Non à l'hôpital entreprise ! ».
« Oui à une refonte progressiste et démocratique de notre système de santé ! »